24 HEURES APRÈS L'OUVERTURE DE CETTE LIGNE MARITIME

Le bateau Alger-La Madrague pris d'assaut

En cette belle matinée ensoleillée de mardi, le quai du port d'El Djamila (Ex-La Madrague) à Aïn Bénian est noir de monde. Des dizaines de personnes attendent sous un chapiteau aux couleurs marines, bleu blanc. Pour la plupart, des familles et des enfants. Les quelques bancs implantés restent insuffisants. Assis, debout ou perchés aux barrières du quai, les voyageurs attendent le bateau reliant El Djamila-la Pêcherie, depuis plus d'une heure. Impatients, certains d'entre eux ne cessent d'errer sous le chapiteau.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Premier jour de la navette maritime El Djamila-la Pêcherie. Le port d'El Djamila est pris d'assaut. Des couples, des familles, des enfants, des jeunes, des moins jeunes, sont tous là pour monter à bord du bateau *Ischiamar III*. Beaucoup d'entre eux sont munis d'appareils photos et de caméras, histoire d'immortaliser cette «inoubliable» traversée. «Pour ces familles, ce n'est pas un moyen de transport mais plutôt une balade touristique», affirme l'agent au guichet de tickets.

Pour Sid-Ali, résident à Aïn Bénian depuis quatre ans, ce bateau est une merveille. «C'est un plaisir de faire cette traversée en plus, ce n'est pas du tout cher», dit-il. Une navette qui devrait, selon lui, mettre fin à ses souffrances quotidiennes sur la route pour se rendre à son travail à Alger. «Ça y est, c'est fini pour le transport privé dont les bus sont souvent sales, vétustes et hors d'usage», assure le cinquantenaire. Seulement, poursuit-il, «il faut assurer le transport à partir de la pêcherie, port d'accostage du bateau». Il insiste ainsi sur une importante exploitation des bus de l'Etusa qui, pour lui, sont un modèle en termes de discipline et de professionnalisme.

Assis sur l'un des bancs d'attente, M'barek surveille ses quatre petits-enfants. Tickets en main, il attend le fameux bateau. «J'ai vu le bateau hier, aux informations à la télé et j'ai décidé de ramener ma famille pour faire cette balade», dit-il.

Natif d'El Djamila, ce septuagénaire raconte son calvaire sur la route Alger-Aïn Bénian. «Pour me déplacer sur Alger, je mets deux heures pour l'aller et deux heures pour le retour en taxi». Faisant l'éloge de ce nouveau moyen de transport, il ajoute : «Ce bateau est un immense bienfait pour nous. Il nous permettra de se déplacer facilement sur Alger-Centre et d'éviter les embouteillages sur la route du littoral.»

Vêtue de ses plus beaux habits, comme un jour d'Aïd, Nada, sa petite-fille, semble impatiente. Elle attend l'arrivée du bateau avec ses sœurs et cousines. Un bateau qu'elle aussi a vu à la télévision. Venue de Bou Saâda passer les vacances d'été chez ses grands-parents à Aïn Bénian, la fillette découvre aujourd'hui un nouveau moyen de transport. Elle qui n'est jamais montée à bord d'un bateau, n'est pas prête à oublier sa toute première expérience. Toute fière, elle promet de rapporter le récit de sa traversée à ses copines de classe, dès la prochaine rentrée scolaire.

Photos : Samir Sid

Grande affluence sur ce nouveau mode de transport.

Plus loin, Hadda attend sur un banc. Elle semble impatiente. «Je vais faire une balade en mer», dit-elle toute contente. Une première pour la vieille de 98 ans. Originaire de Biskra, Hadda rêve de voir ce moyen de transport aller jusqu'à sa ville natale. Une plaisanterie qui n'a pas échappé à sa belle-sœur qui l'accompagne. «Mais, il n'y a pas de mer à Biskra», réplique la belle-sœur, avant que ses quatre enfants n'éclatent en rires. «C'est la sœur à mon mari. Elle a passé le mois de Ramadhan et l'Aïd avec nous à Bouzaréah. Elle devait rentrer hier, à Biskra mais nous l'avons retenue pour faire cette balade en mer», explique encore la belle-sœur.

Sa petite Fériel qui passe en 2e année primaire, semble aussi excitée que sa tante Hadda. «Mon père m'a promis de nous ramener ici à Aïn Bénian pour prendre le bateau. Comme je suis déjà montée dans une barque avec mes oncles, je n'ai pas du tout peur de cette balade en mer. C'est ma tante Hadda qui a peur», dit-elle en sourire.

10h 50, le bateau apparaît de loin. «Il arrive, il arrive», crient les gens, postés sur le quai depuis plus d'une heure, à l'attendre. Le bateau avance. Il entame son entrée au port. Curieux, tout le monde le scrute des yeux. «Il est plein de monde», lance un jeune à la vue de la terrasse du bateau noir de monde.

Accostés, les passagers à bord triment pour descendre. La passerelle était bloquée par les gens sur le quai qui se pressaient de monter. Un comportement qui a d'ailleurs retardé le débarquement et l'embarquement. 11h 30, 244 voyageurs sont à bord. Le bateau quitte le port d'El Djamila sous le regard des curieux et surtout de ceux déçus de ne pas avoir «décroché» le ticket, «fameux sésame», pour monter à bord.

Les «chanceux» à bord, nombre d'entre eux ont préféré rester sur les deux terrasses de l'embarcation pour mieux admirer le port d'El Djamila et la ville de Aïn Bénian s'éloigner. Un agent de l'ENTMV (Entreprise nationale de transports maritime des voyageurs) s'adresse aux passagers sur la terrasse inférieure. «Fumer est interdit à bord. Si vous avez besoin de quelque chose, adressez-vous à moi car le reste de l'équipage est italien et ne comprend pas l'arabe ni le français». Dix minutes plus tard, le jeune agent, revient sur la terrasse. «Reculez tous et entrez en salle. Le bateau risque de ne pas sortir du port si vous restez là, c'est lourd», crie-t-il.

Le bateau s'éloigne du port d'El Djamila. A bord, tous les passagers veulent aller sur les terrasses. Ici la vue est imprenable : la mer bleue, les vagues qui fondent sous le bateau et la terre qui s'éloigne progressivement. Une mission qui demeure seulement, impossible puisque l'espace ne suffit pas pour autant de monde. Mourad qui a réussi à se frayer une place sur l'une des terrasses, admire la vue qui s'offre à lui. Il montre à sa fille Rym, soulevée sur ses bras les différentes stations parcourues par le bateau : Le phare de Baïnem, la cathédrale de Notre-Dame, le port de Franco et les deux îlots à Raïs Hamidou et la jetée de Bab El Oued...

R. N.

L'UGCAA ET L'ADHÉSION À L'OMC

Une question d'opportunité

L'adhésion de l'Algérie à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) est opportune considère l'UGCAA, qui considère qu'elle dérange certains groupes d'intérêts. A contrario, l'adhésion est inopportune selon l'expert en développment et ingénieur agronome, Akli Moussouni.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - L'adhésion de l'Algérie à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), négociée depuis presque 30 ans, est opportune et constitue une nécessité, affirmait hier le porte-parole de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) lors d'une conférence.

Selon Hadj-Tahar Boulenouar, le gouvernement doit «accélérer» le processus d'accession à cette organisation internationale, qui régit le commerce mondial des biens et services.

Affichant son soutien à la démarche de l'exécutif, le représentant de l'UGCAA estime que l'adhésion à l'OMC, outre de booster quantitativement mais aussi qualitativement la production nationale, d'encourager «la mise à jour» de l'économie locale, devrait stimuler «la transparence» totale du commerce extérieur. Et ce dans la mesure où les transactions commerciales seront transparentes, régies par des règles internationales et soumises à un contrôle davantage efficient, met-il en avant. Ce que certains importateurs et «groupes d'intérêts», une «maffia» refusent et «exercent des pressions» afin de retarder l'adhésion de l'Algérie, assure Hadj-Tahar Boulenouar. Ainsi, ce dernier «met en garde contre ces pressions» et les «discours démagogiques» que certaines organisations socioéconomiques et formations politiques développent.

Une adhésion et une quête d'une meilleure transparence commerciale et économique que l'expert en économie, Abderrahmane Toumi, réfractaire à toute démagogie, considérera également comme opportunes. Pouquoi l'Algérie, qui a déjà adhéré à plusieurs organisations internationales et signé un accord d'association avec l'Union européenne devrait-elle rester en autarcie ?, s'interroge-t-il. Or, l'Algérie qui exporte pour plus de 98% d'hydrocarbures et dérivés pétroliers et importe à hauteur de 70 milliards de dollars de biens et services, est réellement «perdante», expliquera cet économiste, dans la mesure où elle accroît ses charges domestiques, importe des produits, souvent de qualité douteuse et dangereuse, ne bénéficie pas des avantages spécifiques à l'OMC et manque d'un dispositif efficient de contrôle économique et commercial.

L'occasion pour Abderrahmane Toumi, ce faisant, d'en appeler à l'équité sociale, à revoir la politique des transferts sociaux et des subventions, à mettre un terme aux situations de précarité. Pour autant, l'adhésion reste encore inopportune actuellement, observera par ailleurs l'expert en développement et ingénieur agronome Akli Moussouni. Certes, l'adhésion sera inéluctable à terme, dans la mesure où la situation d'importateur «n'est pas soutenable» à terme, observe-t-il.

Néanmoins, le contexte actuel ne la justifie pas, constate l'expert, qui observe que l'Algérie n'exporte réellement que l'équivalent de 300 millions d'euros de produits hors hydrocarbures, alors qu'elle doit affronter «un champ de bataille économique». Certes, notre pays dispose d'atouts et de produits lui permettant d'être classé parmi les quinze premières économies du monde, cependant il pâtit d'«une économie parmi les plus médiocres», d'autant qu'elle ne couvre que 20% seulement de la demande locale.

En outre, l'Algérie n'a pas su tirer bénéfice de l'accord d'association signé avec l'Union européenne, note Akli Moussouni.

Par ailleurs, l'Algérie ne peut s'insérer dans la mondialisation et se conformer aux règles de l'OMC, sans cependant subir des contrecoups sur le plan social et économique, constate cet expert. Il observe par ailleurs la nécessité pour notre pays de sortir du «goulot d'étranglement» que représente l'application de la règle 49/51 régissant l'investissement étranger et qui est une règle qui doit disparaître, réitérera-t-il. Or selon Akli Moussouni, la question de l'adhésion à l'OMC ne doit pas «occulter» la nécessité d'œuver en matière de sécurité alimentaire. A ce propos, il prônera la mise en place d'un «cadre politique de sécurité alimentaire», associant tous les départements ministériels et autres instances de l'Etat.

Comme cet ingénieur agronome qui évoquera la nécessité d'«expertiser les moyens d'existence» (eau, foncier...) du pays, de définir des politiques sectorielles adaptées à «nos cultures, notre culture et ses spécificités» mais aussi de «restructurer» la gouvernance en cours.

C. B.

SIDI-BEL-ABBÈS

Sit-in de plus de 400 gardes communaux devant la wilaya

Les abords du siège de la wilaya de Sidi-Bel-Abbès ont vécu dans la journée d'hier, une ambiance peu habituelle avec l'attroupement de plus de 400 gardes communaux venus des 52 communes du territoire de Sidi-Bel-Abbès pour crier à l'inégalité avec leurs pairs des autres wilayas. D'après les gardes communaux qui observaient un sit-in devant l'entrée principale, les primes forfaitaires de risque et d'astreinte qui leur ont été versées dernièrement sont moins conséquentes que celles versées dans les autres wilayas. D'après eux, cette prime a été calculée sur la base du salaire net au lieu du brut comme leurs autres collègues du territoire national.

La différence est d'autant plus importante sachant que ces indemnisations ont été calculées sur la base du nouveau traitement avec un effet rétroactif 2008 - 2011.

Au bout de quelques heures de sit-in, des représentants des gardes communaux ont été reçus par le chef de cabinet et des promesses leur ont été faites pour réajuster les calculs.

Les manifestants ont finalement accepté de se disperser menaçant de revenir en cas de non-aboutissement de leurs revendications.

A. M.